

Don Quichotte de la presse

JACQUES KEABLE, *Québec-Presse : un journal libre et engagé (1969-1974)*, Montréal, Écosociété, 2015, 170 pages

Jean de Bonville

Volume 9, numéro 3, été 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/78159ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

de Bonville, J. (2015). Compte rendu de [Don Quichotte de la presse / JACQUES KEABLE, *Québec-Presse : un journal libre et engagé (1969-1974)*, Montréal, Écosociété, 2015, 170 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 9(3), 9–10.

DON QUICHOTTE DE LA PRESSE

Jean de Bonville
Université Laval

JACQUES KEABLE

QUÉBEC-PRESSE : UN JOURNAL LIBRE ET ENGAGÉ (1969-1974)

Montréal, Écosociété, 2015, 170 pages

Journal hebdomadaire voué à la défense des intérêts des travailleurs et des milieux « populaires », *Québec-Presse* est fondé en 1969, au moment où la résistance aux changements sociaux semble menacer les acquis de la « Révolution tranquille ». Pour les « progressistes », « le bon temps était terminé, les vents étaient redevenus hostiles » (p. 26) : il fallait donc se donner les moyens de soutenir la lutte de libération sociale et nationale. Né de la volonté de dirigeants syndicaux et de représentants des milieux « populaires », *Québec-Presse* disparaîtra, cinq ans plus tard, victime de ses contradictions. Mis en place pour défendre les travailleurs, il pâtira, en effet, des querelles intersyndicales et des abus de nombreux dirigeants syndicaux. De même, engagé en faveur du droit à l'autodétermination du Québec et soutenu officiellement par des membres éminents du mouvement indépendantiste, le journal ne ménagera pas ses critiques à l'encontre du Parti québécois naissant, accusé de n'être pas suffisamment socialiste, et ce au point de froisser de nombreux nationalistes (même au sein du conseil d'administration du journal).

Acteur important de cette aventure, l'auteur a participé à la fondation du journal et assisté à sa fermeture : il témoigne de son expérience sans prétendre rendre compte de toutes les dimensions de l'existence de *Québec-Presse*. D'emblée, il affiche son point de vue, partiel et partial. Le livre s'inscrit dans la trajectoire du journal afin que l'expérience de *Québec-Presse* soit « une source d'inspiration pour la création d'un nouveau média progressiste » (p. 13). En dix chapitres de longueur très inégale (le premier ne compte que deux pages alors que le cinquième s'étire sur 41 pages), l'auteur décrit le contexte de la fondation de *Québec-Presse* et la structure organisationnelle de l'hebdomadaire ; il présente un aperçu relativement détaillé de son contenu, évoque l'atmosphère de travail et les relations avec quelques-uns des membres les plus influents de l'équipe de rédaction (Gérald Godin notamment). Il dresse le bilan de l'entreprise en insistant sur ses insuffisances structurelles et dégage, enfin, les enseignements, pour le présent, de l'existence de *Québec-Presse*.

Sur le ton polémique du militant syndical, l'auteur développe son analyse avec

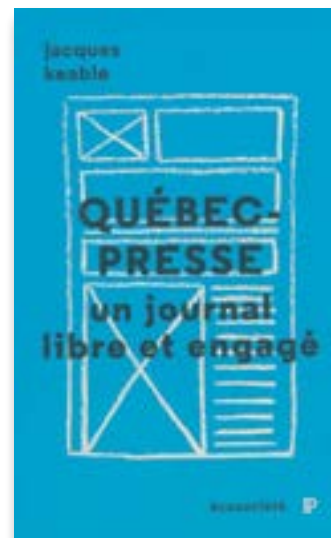
une assurance peu encline à l'autocritique. Certes, il ne s'illusionne pas sur les insuffisances et les limites de l'expérience. Ainsi, ce n'est pas sans ironie ni autodérision qu'il évoque la mendicité chronique du journal, la maigreur de son effectif, les erreurs et les lacunes dans sa couverture de l'actualité. Mais sur les questions de fond, son intransigeance n'est entamée ni par les échecs du moment ni par le recul du temps. Pour lui, le journalisme engagé de *Québec-Presse* relève d'un idéal démocratique valide aujourd'hui comme hier ; même si cet idéal n'a cessé d'être contrarié et menacé par la concentration de la propriété des médias d'information et l'appétit de profit de leurs propriétaires.

On peut aussi interpréter comme une autre preuve de la naturalisation des règles du jeu médiatique par les acteurs le fait que l'auteur lui-même ne prenne pas la mesure de la contradiction fondamentale et, éventuellement, fatale qui mine Québec-Presse, lancé dans un marché médiatique dominé par la logique du financement publicitaire et le paradigme de l'information « objective »

Lui-même partie prenante du système médiatique, l'auteur fait le procès des autres acteurs du système (au premier rang desquels, les grands propriétaires de médias et les journalistes qui servent leurs intérêts) qu'il considère comme responsables de la mise en tutelle des médias par l'intérêt commercial, de la médiocre qualité de l'information et du conservatisme social qui s'ensuit.

C'est donc en ayant à l'esprit ces limites que l'auteur s'assigne lui-même qu'il faut rendre compte de son ouvrage. Toutefois, même si l'auteur n'a pas voulu rédiger un ouvrage scientifique, il n'est pas interdit de le lire avec d'autres lunettes que celles du sens commun. Car, pour fondée que l'analyse puisse être dans le feu de l'action aux yeux du « militant progressiste », elle n'en apparaît pas moins partielle et insuffisante dans une perspective sociohistorique plus large.

D'un point de vue sociologique, l'interprétation de l'auteur est résolument et exclusivement volontariste : pour lui, parce qu'ils ne recherchent que leur avantage et s'ingénient à contrarier l'intérêt de la majorité des citoyens, les propriétaires de médias sont, individuellement, les principaux responsables de la partialité et de la piètre qualité de l'information. « Une "autorité" doit absolument exister pour décider de la politique générale du média, de ses objectifs



et de ses principes [...]» (p. 136). Dans ce monde qui oppose les intérêts des entrepreneurs capitalistes individuels au bien public, incarné par les travailleurs, les structures sociales ne semblent pas exister. Cette vision des choses est caractérisée par ce que certains sociologues appellent une « fusion par le haut » (« upwards conflation ») : dans cette optique, les structures sociales n'ont pas d'existence autonome ; elles sont la créature des acteurs, qui demeurent en tout temps et intégralement responsables de leur action.

Cette perspective est en partie déterminée par la position même de l'auteur dans le système, de sorte que l'angle mort de son analyse est d'autant plus opaque que sa conviction est grande et son engagement, sincère. En effet, les contradictions de ce journal atypique ne déterminent pas seulement son existence, mais teintent fortement l'analyse que l'auteur-acteur en fait. *Québec-Presse* est un média « marginal », c'est-à-dire qu'il est très différent des autres sur le marché à son époque. C'est une société coopérative qui ne vise pas la rentabilité commerciale, bien que celle-ci soit indispensable à l'atteinte d'un objectif d'ordre essentiellement idéologique. Sa structure organisationnelle assigne une place déterminante aux journalistes, qui planifient et produisent en autogestion le contenu du journal. Des considérations idéologiques influent aussi sur la conduite des gestionnaires, par exemple lorsqu'ils interdisent les pages du journal à la publicité provenant d'annonceurs fautifs en regard des critères de justice sociale défendus par le journal ; ce même engagement idéologique justifie aussi d'autres annonceurs de se tenir éloignés de ce journal trublion. Évidemment, les bailleurs de fonds ne se précipitent pas pour souscrire au capital de l'entreprise, et celle-ci dépend lourdement du bénévolat de ses collaborateurs. Dans ce type de média marginal, l'action des acteurs est capitale, puisqu'elle va à l'encontre de l'inertie (ou du morphostatisme) des structures du champ médiatique. Non seulement cette expérience particulière teinte-t-elle l'analyse de

VOIR QUÉBEC-PRESSE

suite à la page 10

QUÉBEC-PRESSE

suite de la page 9

l'auteur, mais elle semble aussi l'empêcher de saisir que d'autres logiques puissent opérer.

Les grands médias, en effet, font jouer à plein les règles du financement publicitaire et de la concurrence commerciale. Ils tirent l'essentiel de leurs revenus de la publicité, qui constitue moins du quart du maigre budget de *Québec-Press*. Leur contenu rédactionnel s'adapte au mieux aux goûts de leur public, auquel il faut à tout prix éviter de déplaire. Les règles du jeu médiatique sont la plupart du temps implicites au point d'être naturalisées par les journalistes. Ces médias semblent dotés d'une «servodirection», de sorte que, si tout le monde fait ce pour quoi il a été engagé et payé, le système fonctionne en apparence librement, à la satisfaction des uns (les patrons) et des autres (les journalistes, le public).

L'auteur fait donc le procès des acteurs individuels alors que l'explication des maux qu'il dénonce se trouve pour l'essentiel dans le jeu des structures, structures de marché (sources de financement, parts de marché, tarifs, etc.), structures d'entreprise (distribution des rôles, convention collective, etc.), structures de pensée (perception des attentes du public, genres journalistiques, etc.); les acteurs «légitimes» agissent généralement en fonction de ces structures qui, à la fois, les habilitent et les contraignent.

L'auteur fournit lui-même un exemple de cette contradiction. Dans le dernier chapitre (p. 135), il croise le fer avec le président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, en 2014; selon ce dernier, la presse québécoise est libre et les propriétaires de médias d'information n'interviennent pas dans leur contenu. Pour l'auteur, au contraire, «nier la nécessaire existence [de ce contrôle] est une tricherie, au mieux un déplorable aveuglement» (p. 136). Le point de vue volontariste des protagonistes empêche l'un et l'autre d'apprécier la part de contrainte et de liberté inhérente au fonctionnement médiatique et à la pratique journalistique. C'est la structure du système médiatique contemporain, entretenue solidairement par les propriétaires des médias et les annonceurs, qui, tout à la fois, assure le contrôle de ces derniers sur le système d'information

et les dispense d'intervenir pour le faire fonctionner et en assurer le maintien. Certes, ce système a déjà été et sera éventuellement différent de ce qu'il est aujourd'hui, mais il constitue actuellement une réalité structurelle qui fournit aux propriétaires et aux gestionnaires de médias aussi bien qu'aux journalistes les possibilités et les ressources de leur action.

Accuser de soviétisme (p. 135) les personnes qui, comme le président de la FPJQ, ne dénoncent pas le contrôle des propriétaires de médias sur leurs contenus, condamne l'auteur à prêcher dans le désert. Comme ce fut le cas, semble-t-il, pour *Québec-Press* (pour rejoindre leurs membres, déplore l'auteur [p. 47], les syndicats plaçaient leurs annonces dans des médias concurrents). Si l'on tient à avancer une explication marxiste plausible, c'est plus d'hégémonie à la Gramsci qu'il faudrait parler que de contrôle à la soviétique. Pour le théoricien italien, nul besoin de théorie du complot pour expliquer la domination idéologique de la classe dominante; la prégnance des structures socio-économiques et culturelles est suffisante pour expliquer que des journalistes comme Pierre Foglia (p. 137) fassent carrière dans des journaux comme *La Presse* et puissent affirmer en toute sincérité et vraisemblablement en toute vérité n'avoir jamais été censurés par le propriétaire.

On peut aussi interpréter comme une autre preuve de la naturalisation des règles du jeu médiatique par les acteurs le fait que l'auteur lui-même ne prenne pas la mesure de la contradiction fondamentale et, éventuellement, fatale qui mine *Québec-Press*, lancé dans un marché médiatique dominé par la logique du financement publicitaire et le paradigme de l'information «objective»; tout comme le fait, par ailleurs, qu'il ne se rende pas compte du caractère contingent et transitoire du paradigme journalistique qu'il a lui-même pratiqué, journalisme d'information fortement mâtiné de journalisme d'opinion: «[...] les technologies peuvent changer, le métier de journaliste et ses exigences premières de cueillette de l'information et de vérification des faits demeurent les mêmes» (p. 12). Pour l'auteur, «le» journalisme est un idéal immuable, mis en crise uniquement par la cupidité des propriétaires de médias et l'aveuglement consenti des politiques.

Cet ouvrage ne pourra certes pas tenir lieu d'histoire «savante» de *Québec-Press*, mais il apporte un éclairage utile à la compréhension des motivations des artisans de ce journal singulier. ❖



Les Cahiers de lecture depuis 2007

26 numéros, plus de 750 recensions, des collaborateurs de tous les horizons

(tous les anciens numéros sont en vente à la boutique: action-nationale.qc.ca)